

A PROPOS
DE
« L'HISTOIRE DE FRANCE CONTEMPORAINE »
D'ERNEST LAVISSE ¹

Lorsque M. Lavissee forma le projet de donner, après l'*Histoire Générale*, cette histoire de France critique et moderne qui faisait tant défaut, il limita d'abord son effort, pour le rendre efficace, et fixa le terme de l'entreprise à la Révolution de 1789. Comment d'ailleurs, au moment où les passions contraires s'affrontaient avec une telle violence, où même les savants et les érudits n'arrivaient point à se mettre d'accord sur la définition du juste et de l'injuste, sur la valeur des droits individuels, et l'autorité de la raison d'État, comment se flatter de l'espoir de porter sur les événements les plus récents un jugement impartial et serein et surtout de le faire accepter pour tel ? Pourtant, dès que le succès de la collection fut assuré et le travail bien en mains, l'éminent historien crut que sa réserve n'avait plus de raison d'être ; il mit sur le chantier la suite de la publication, l'*Histoire de France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, dont MM. Sagnac, Pariset, Charléty, Seignobos se partagèrent la charge. Bel acte de foi dans la puissance de la volonté et de la raison humaines, qui caractérise à merveille le lutteur obstiné et patient, l'ouvrier infatigable et optimiste qu'est M. Lavissee.

1. E. Lavissee, *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, Hachette, 12 vol. in-4°.

Cet article était écrit quand est survenue la mort d'Ernest Lavissee : nous n'y changeons rien, mais ne pouvons le faire paraître sans y ajouter l'expression de nos regrets les plus vifs. Et il nous plaît, en le publiant à cette heure, de rendre hommage au grand « animateur » du travail historique qu'a été par surcroît cet historien éminent. (H. B.)

L'ouvrage était achevé avant la guerre ; la fin des hostilités permit d'en commencer la publication. Mais pouvait-on, après tous les événements formidables qui avaient troublé le monde, conserver le terme primitivement assigné à l'entreprise ? Les laisser en dehors, c'était découronner vraiment cette Histoire Nationale que le public attendait avec impatience : il n'aurait pas compris qu'on dérobat à sa curiosité ces années qui l'intéressaient entre toutes, et qui, malgré leur éclat, demeuraient pour lui si complexes, si ponctuées d'ombres, d'intrigues et de mystères. Un nouveau « prolongement » fut donc décidé, et MM. Gauvain et Bidou accomplirent le véritable tour de force de se présenter exactement à l'appel de leur échelon. La publication est aujourd'hui finie : peut-être n'est-il pas trop tard pour la reprendre et la juger dans son ensemble.

Les deux caractères primordiaux de cette Histoire sont la solidité et la probité. Elle fait honneur, non seulement à ses auteurs, mais à l'école historique dont elle représente les tendances et les méthodes, en ce qu'elles ont d'essentiel. Quel qu'ait dû être l'effort de préparation, nul n'a entendu s'y soustraire ou le limiter : il y a ainsi, sous l'exposé, un travail de documentation qui ne peut pas ne pas inspirer la confiance et l'estime aux lecteurs. M. Lavisse avait posé en principe que ses collaborateurs et lui ne feraient pas œuvre d'érudition ; il ne voulait donner qu'un « état » des connaissances sans prétendre avancer celles-ci par des recherches originales et la production d'inédit. Pour souligner sa conception, il avait restreint l'appareil de références et de notes critiques qui aurait nécessairement alourdi le récit. Or cet état des connaissances, comment ne pas être convaincu que nous allons l'avoir sous les yeux, lorsque l'on se reporte à ces copieuses bibliographies, placées au début des chapitres, à ces listes, catalogues de véritables bibliothèques, où l'on voit mentionné tout ce qui, du présent ou du passé, garde quelque valeur, où les sources, les ouvrages de seconde main sont alignés à leur rang, et, s'il y a lieu, définis sommairement, mais utilement. Lorsque figurent à côté de volumes considérables des monographies de détail, des articles, des plaquettes presque introuvables, comment supposer que rien de considérable ait pu échapper à des investigations aussi diligentes ? Mais l'*Histoire de France* a tenu plus que son directeur n'avait promis. Il suffit de la feuilleter pour s'apercevoir qu'elle contient beaucoup de recherches originales, et constitue

un progrès par rapport aux publications antérieures. Par exemple, M. Sagnac, qui avait consacré sa thèse à la législation révolutionnaire, a précisé, complété ses travaux et apporté une contribution importante à l'histoire de la Constitution civile. M. Charléty, qui fut longtemps professeur d'histoire de Lyon à l'Université de cette ville, a procédé dans les dépôts du Rhône, des départements voisins, comme aux Archives Nationales, à de vastes enquêtes sur le commerce, l'industrie, la situation économique de la France, ou les conditions de la vie politique. Les archives de la Chambre des députés, entre autres, ont permis à M. Seignobos d'étudier les débuts du gouvernement de 1848 ou l'élaboration de la constitution ; il a pu de même profiter des recherches faites sous sa direction par ses élèves. L'*Histoire de France* constitue donc pour ceux auxquels elle est destinée, grand public, professeurs, étudiants, l'instrument de travail qui faisait tant défaut ; elle met à la disposition de ceux qui veulent aller plus loin la base de départ indispensable : il est possible de discerner les problèmes qui sont déjà résolus, et ceux dont l'éclaircissement réclame de nouveaux efforts. Et d'autre part, elle offre à ceux qui se contentent des résultats acquis, mais ne veulent croire personne sur une simple affirmation les éléments de contrôle désirables. Par la sûreté, l'étendue des informations, elle s'oppose donc avec avantage à tout ce que l'étranger a produit d'analogue. Si remarquables que puissent être les ouvrages similaires recommandés par le Dahlmann-Waitz, ils ne sont point supérieurs à la publication française, loin de là ; et si l'on prend l'Angleterre pour point de comparaison, je ne cache point mes préférences pour la collection Lavissee par rapport à la *Political History* ou la *Constitutional History*.

Grâce à cette documentation, nous avons véritablement une *Histoire de France*. Jusqu'ici les historiens avaient presque uniquement retracé le cours de l'histoire gouvernementale, ou les événements de la capitale. Ils avaient considéré que la France n'avait d'autre vie que celle des pouvoirs publics ou de Paris. Cette façon de procéder était due, moins à une conception qu'il suffisait d'un moment de réflexion pour juger trop simpliste et naïve, qu'au défaut de monographies locales, nécessaires pour dresser ce bilan détaillé et complet qu'est l'histoire d'une nation. Ce qui n'était pas possible, il y a vingt-cinq ans, commence à l'être aujourd'hui. On mesure par là l'étonnant labeur de notre

génération ; il a fallu, pour élucider tant de points obscurs, un travail patient, minutieux, qui ne pouvait même espérer pour récompense la notoriété. En complétant ces données acquises par leurs enquêtes personnelles, les auteurs de la collection nouvelle ont pu montrer la réaction des principaux faits sur les populations provinciales ; l'étude des élections, par exemple, a permis de tracer comme une géographie des partis, de rendre manifestes les divergences, ou, parfois, l'atonie de l'opinion publique. On peut désormais affirmer qu'en aucun moment, surtout aux moments de crise, les conditions d'existence, les sentiments, le jeu des institutions n'ont été uniformes sur tout le territoire national. Et la Terreur, par exemple, a beau avoir été proclamée en Normandie, elle n'a pas eu le même caractère sanguinaire et terrible qu'en d'autres régions de la France. La publication Hachette aura ce mérite d'avoir prouvé au grand public que l'histoire est une science infiniment subtile et complexe, qu'elle met en œuvre des données minutieuses, fuyantes, et qu'elle ne peut aboutir, sans une connaissance approfondie de tout ce qui retentit sur la vie des hommes, sans un effort obstiné vers la mesure, surtout sans l'esprit d'objectivité.

Or, l'*Histoire de France* est précisément cet effort de mesure, de nuance, et d'impartialité. Elle est — et c'est le plus bel éloge qu'on puisse lui décerner — en sa conception, en son exécution, un acte de bonne foi et de probité scientifique. Tout autant que la documentation, l'exposé se distingue par ces qualités maîtresses. Sans doute, M. Lavissey n'a jamais imposé à personne de cacher, en écrivant, sa personnalité : il a trop l'amour, le respect de la vie pour croire à la possibilité d'écrire une œuvre à la fois vraie et impersonnelle. Il suffit de lire les volumes qu'il a consacrés à Louis XIV pour savoir comment il comprend le rôle de l'historien, de quelle façon merveilleusement souple, familière, artiste, il s'insinue dans l'exposé des faits, non pour les déformer, mais pour leur communiquer une plus grande plénitude de sens, d'émotion, de mouvement. Sa méthode, qui est si souvent opposée à l'analyse froide, qu'on a préconisée outre-Rhin, est à nos yeux la bonne : on ne ressuscite le passé qu'en l'animant de son esprit, et l'histoire n'est pas un jeu d'ombres, un cortège de silhouettes. Les auteurs de l'*Histoire Contemporaine* sont restés eux-mêmes en rédigeant les volumes dont ils avaient la charge, et des différences notables

distinguent leurs parties respectives. M. Sagnac est plus impassible, plus distant que M. Pariset des hommes et des choses de son sujet ; le premier est un enquêteur qui confronte, et conclut, le second, un témoin nerveux et sensible qui semble parfois le contemporain de ses héros, tant il s'intéresse à eux. M. Charléty paraît être intermédiaire entre ses deux collègues, plus nuancé peut-être, et plus ironiste, et je n'ai pas besoin de dire que la manière de M. Seignobos, avec ses raccourcis étonnants, son mélange d'idées abstraites, souvent profondes, et de détails matériels, ne ressemble à aucune autre. Cependant tous ces érudits se rapprochent par un trait commun : ils sont des esprits libres et modernes, pour qui les mouvements populaires ne sont pas des crimes, ni la conservation du passé, l'idéal. Ils se penchent avec sympathie sur la masse qui souffre ; ils tâchent d'en expliquer, d'en rendre intelligibles l'état d'âme, les passions, même les erreurs : ils appartiennent évidemment aux groupements de gauche, aux idées démocratiques. Cette ardeur revêt même parfois, notamment chez M. Pariset, un tour assez vif : on croit percevoir, lorsqu'il est question de la dictature de Bonaparte, une sorte de frémissement ; la forme brusque, presque brutale, dénonce comme une rancune rétrospective, le regret d'avoir à enregistrer, impuissant, la victoire du césarisme. Malgré ces élans, d'ailleurs vite réprimés, on ne saurait adresser aux auteurs le reproche d'avoir fait œuvre de parti. Leur œuvre n'est même pas l'apologie d'une nation. Sans doute les auteurs y relèvent, avec piété, les éléments successifs dont l'ensemble forme la France d'aujourd'hui ; et les bornes qui leur ont été assignées ne les empêchent pas de descendre parfois à de petits détails, dont tous les étrangers ne comprendront probablement pas l'intérêt. Mais personne n'y découvrira aucune trace de nationalisme, d'impérialisme, la moindre intention apologétique. On analyse, on commente, on juge, on ne justifie pas, surtout pour les besoins d'une cause. Les textes ne sont pas là pour étayer des hypothèses *a priori*, ni les faits produits pour élever la France « au-dessus de tout ». Louange étrange, objectera-t-on, puisque l'historien a précisément pour devoir de poursuivre uniquement la recherche de la vérité. Il ne faut pourtant pas craindre de la proférer, ni se lasser de la répéter à l'heure où, méconnaissant nos intentions, on nous accuse en tant de pays de nourrir des idées contraires à la liberté des autres peuples

comme à la justice, où tant d'intellectuels d'outre-Rhin — et des meilleurs — refusent de reconnaître la valeur des documents, des conclusions si leur patrie n'y trouve des armes pour se défendre et se libérer des accusations dirigées contre elle. En face de ces paladins du parti pris qui s'enferment dans leur garde impuissante contre les progrès de la vérité, il est bon de noter combien notre école historique fait figure loyale ; et si les nations qui nous entourent veulent bien nous juger d'après nos œuvres, celle-là nous vaudra, partout où elle pénétrera, l'estime pour notre probité scientifique, et la confiance dans la force de notre raison.

Instrument efficace de propagande française au dehors, elle pourra également exercer au dedans une influence précieuse, en servant cette cause de l'instruction publique dont Duruy et Jules Ferry ont été, après Condorcet, les apôtres convaincus. Elle montrera, d'une manière irréfragable, aux gens de bonne foi, que l'époque contemporaine est désormais objet de science, et que, bon gré mal gré, il faut s'incliner devant un certain nombre de constatations certaines. Si l'opinion conserve sans doute ses droits sur un vaste domaine, si bien des problèmes offrent encore matière à discussion, les enquêtes menées ont dégagé des conclusions positives contre lesquelles l'anathème ne vaut plus. Or jusqu'ici trop d'esprits ont méconnu cette vérité, et l'enseignement de l'histoire contemporaine s'est heurté de ce fait à des difficultés, dont, seuls, les gens du métier connaissent l'étendue. Ce n'est pas seulement la paresse, l'inattention, l'inaptitude à l'analyse des enfants qu'il faut vaincre, c'est la résistance organisée de la famille et du milieu ; c'est l'effort pour présenter à l'avance comme partielle et erronée la leçon du maître, et sauvegarder de toute atteinte la doctrine traditionnelle. L'enfant, ainsi façonné, cesse d'être perméable à l'influence du professeur ; il est un facteur d'opposition et d'hostilité, si bien qu'en certaines classes il a été impossible d'évoquer, si impartialement, si sommairement que ce fût, les phases de l'affaire Dreyfus. Le nom, les titres, tant académiques qu'universitaires de M. Lavis, la réputation de la maison Hachette s'opposent à ce qu'on assigne à leur entreprise commune un dessein de révolution ou de fronde. Le succès même de la publication atteste qu'elle n'a éveillé aucune prévention dans nombre d'intérieurs bourgeois. Beaucoup de conservateurs l'ont acquise, comme l'autorité indiscutable, comme le livre à la mode : c'est pourquoi

On n'attendra point de nous que nous reprenions chaque volume en détail : ce serait abuser de l'hospitalité de la *Revue* ; il suffira de relever quelques points de méthode et de signaler quelques résultats. M. Sagnac procède en général par larges tableaux : il est préoccupé de montrer, à chaque moment de l'histoire, les forces antagonistes. Peut-être cette manière de faire n'est-elle pas sans inconvénient : elle conduit l'auteur à séparer par un intervalle de plus de 150 pages l'élaboration première et la revision des textes constitutionnels, et semble faire dépendre celle-ci de la fuite à Varennes, alors que, bien auparavant, les intrigues du centre et de la droite tendaient à assurer des garanties supplémentaires aux classes privilégiées ; mais elle a l'avantage de ne pas dérouter le lecteur, et, en fait, ce volume est un de ceux que le grand public suivra le plus facilement. Une autre caractéristique de l'ouvrage est l'importance accordée à l'examen du travail législatif et administratif : le livre II (œuvre de la Constituante) semble avoir été rédigé avec un goût tout particulier. Le grand mérite de Sagnac est d'avoir, après M. Aulard, fait définitivement justice des allégations de Taine. La Révolution n'est point une série d'événements dominés par des partis pris doctrinaires. Les théories philosophiques n'ont pas eu plus d'influence que la pression des circonstances, le souci des intérêts. Ces bourgeois auxquels le peuple avait remis ses droits ont été des opportunistes et des utilitaires. Très souvent ils ont agi comme au hasard, sans but précis. Au début ils se sont appuyés sur le peuple pour résister au roi ; plus tard, ils se sont aperçus avec terreur qu'ils avaient besoin du roi pour dominer le peuple. Pas plus que la guerre étrangère, la guerre religieuse n'était inévitable. Contrairement à la thèse de M. Sciout, nombre de catholiques avaient accepté sans regret les décisions de l'Assemblée et la faute en est surtout à Bernis si l'accord, possible et même aisé entre Rome et Paris, n'a pu être ni réalisé ni même sérieusement entrepris. Le livre consacré à la chute de la royauté, bien que trop bref en certains points, place en bonne lumière l'importance de la révolution démocratique, qui, en juillet 1792, mit aux mains des citoyens passifs les armes, la tribune des clubs et le bulletin de vote, préparant ainsi le 10 août et la dictature de la Commune.

Les deux volumes de M. Pariset sont peut-être les plus neufs et les plus attachants de la collection. Celui qui traite de la Conven-

l'apparition de cette Histoire peut être, si l'on sait l'utiliser, un événement d'importance ; elle est susceptible de donner au professeur, s'il ne l'a point par lui même, le crédit nécessaire pour convaincre ses élèves et leurs familles de la valeur de son enseignement ; elle peut contribuer ainsi à ramener ou à défendre parmi les générations qui montent cette union morale, plus nécessaire que jamais aux jeunes Français d'aujourd'hui.

Est-ce à dire que l'œuvre soit parfaite de tous points ? Il serait puéril de le soutenir. Une œuvre aussi vaste ne saurait être à l'abri des critiques, et chacun regrettera de n'y pas trouver satisfaites ses préférences personnelles et ses curiosités. Choisir, abréger, c'est forcément s'attirer des reproches, et créer des mécontents. Mais tous, je crois, quelles que soient leur spécialité, ou leurs inclinations, regretteront certains sacrifices, qui équivalent à de véritables mutilations. La faute n'en est point aux auteurs, elle est inhérente à la délimitation des volumes. A première vue, c'est déjà commettre une rupture d'équilibre, que d'assigner la même place aux trois ans de la Révolution monarchique, aux sept ans de la période républicaine, qu'aux quinze ans de la Restauration, qu'aux dix-huit du règne de Louis-Philippe. Mais une lecture même rapide des différents tomes, montre que la matière n'y est pas uniformément dense. M. Charléty a été singulièrement plus à l'aise avec ses deux volumes pour traiter l'époque 1815-1848, que M. Pariset avec les siens pour évoquer les formidables événements qui ont rempli les années 1792-1815. Un volume supplémentaire aurait été indispensable à ce dernier. Faute de l'avoir, il a dû résumer avec une brièveté déconcertante la politique étrangère de Napoléon et s'en excuser auprès des lecteurs en arguant que cette politique relève de l'histoire générale, et non de l'histoire de France ! Il a dû de même passer presque sous silence les travaux des Comités, les débats sur l'instruction publique. Il aurait mieux valu, semble-t-il, arrêter le premier volume au 10 août, le second au 9 thermidor, le troisième à la fin du Consulat. Peut-être l'histoire religieuse a-t-elle particulièrement souffert de ces compressions : on aimerait à trouver sur l'évolution organique et interne des cultes des renseignements plus précis et plus détaillés. Enfin l'illustration appelle une revision, notamment des retouches au texte de certaines légendes. Mais ce sont des vétilles en comparaison de tout ce que la publication présente de commodités et de mérites.

tion ne ressemble point à l'autre : le premier est comme une histoire anecdotique, un récit au jour le jour. La formation des groupements actifs, leur entrée en scène, leur rôle est noté avec la plus extrême minutie, tandis que le travail des comités est souvent relégué dans l'ombre. Au contraire le second est l'étude également minutieuse des formes gouvernementales, des institutions politiques et des méthodes administratives. M. Pariset a excellemment montré comment Bonaparte était monté au pouvoir suprême, déformant, brisant tout ce qui lui faisait obstacle, et ceux que tenterait un renouveau de gloire napoléonienne n'auront qu'à lire, dans son ouvrage, les effets admirables de ces dix années de despotisme et de guerre. Mais le premier de ces deux tomes incite plus encore à la réflexion. Un certain nombre d'idées s'y font jour, qu'il importe de divulguer. La première c'est que la France a toujours été gouvernée, quel qu'ait été le régime électoral, par une minorité d'hommes d'action. Les abstentions ont été nombreuses, les timides se sont ralliés à ceux qui détenaient la force. Plus la situation a été critique, plus il a fallu déployer d'énergie, incliner les libertés individuelles devant les nécessités du salut public, plus le pouvoir a dû être concentré entre les mains de groupes peu nombreux, de plus en plus résolus. Mais il en résulte que la base du pouvoir est de plus en plus restreinte et fragile, que les chefs font aisément figure de dictateurs, et qu'ils supportent tout l'odieux des mesures édictées. La seconde idée à retenir, c'est l'importance insoupçonnée jusqu'ici de la Plaine. Ces bourgeois modérés, pour la plupart gens de robe, d'esprit délié et subtil, ne sont pas des vedettes aux heures de crise populaire : mais leur rôle, pour ne pas être éclatant, n'en est pas moins de premier plan. Ce sont eux qui assurent la continuité de la Constituante au Directoire, on peut même dire de l'Ancien Régime dont ils connaissent les tares au Consulat dont ils deviennent les fonctionnaires. Ce sont eux qui font prévaloir les traditions monarchiques en fait de politique étrangère, la conquête des frontières naturelles ; ce sont eux qui, dans les Comités, étudient les réformes, et, laissant tomber les décrets radicaux, travaillent à faire prévaloir les compromis. Ce sont les Daunou, les Cambacérès, les Target, les Treilhard qui préparent l'œuvre de Bonaparte.

Les deux volumes de M. Charléty sont un véritable ouvrage d'art, nuancé, clair, spirituel ; la composition, logique et savante,

n'a rien qui déroute, et l'exposé est d'une netteté remarquable, que rehausse une exquise finesse. C'est une excellente mise au point des travaux antérieurs, d'où il résulte que les principaux problèmes sont connus dans leur ensemble, mais qu'il reste de nombreux détails à élucider. L'on voit par ces pages si pleines de faits et si solides, combien lente a été l'évolution de la France dans la première moitié du xix^e siècle, avec quelles difficultés s'est imposée la civilisation industrielle, et combien paresseux, en cette période du romantisme, s'est montré l'esprit public. Le début du tome VI relatif à la Révolution de 1848 le montre d'une façon plus éclatante encore. Il faut lire les pages que M. Seignobos a consacrées à la formation, aux actes du gouvernement provisoire : elles exposent à merveille combien le hasard, les circonstances ont eu de part aux actes gouvernementaux, et quel désarroi général régna pendant ces quelques semaines. Mais pourquoi vouloir choisir ? Comme tout le reste de la collection, ces volumes sont d'une lecture instructive et nécessaire pour les hommes cultivés. Il est impossible d'être vraiment de son temps, si l'on n'a pas acquis, par cet exposé lumineux et profond, la connaissance d'un passé qui est si voisin de nous. Quant aux livres de MM. Gauvain et Bidou, ils soulèvent trop de questions pour qu'on ose ici les apprécier d'un mot, et la lecture du dernier numéro de la *Revue de Synthèse* leur servira mieux d'introduction que les appréciations rapides auxquelles nous devons nous borner.

LÉON CAHEN.